

## **Un terrain biographique sur le changement politique au Maroc**

**Suivre les traces d'Ahmed Benkirane**

Irene Bono

Département Cultures, Politique, Société, Université de Turin

*Sociétés politiques comparées, 49, septembre-décembre 2019*

ISSN 2429-1714

Editeur : Fonds d'analyse des sociétés politiques, FASOPO, Paris | <http://fasopo.org>

Citer l'article : Irene Bono, « Un terrain biographique sur le changement politique au Maroc. Suivre les traces d'Ahmed Benkirane », *Sociétés politiques comparées*, 49, septembre/décembre 2019, [http://www.fasopo.org/sites/default/files/varia2\\_n49.pdf](http://www.fasopo.org/sites/default/files/varia2_n49.pdf)



Un terrain biographique sur le changement politique au Maroc.

Suivre les traces d'Ahmed Benkirane

## Résumé

Dans cet article, je retrace le processus qui a amené Ahmed Benkirane, témoin de presqu'un siècle d'histoire du Maroc, à devenir le sujet avec qui j'ai construit ma recherche. Celle-ci porte sur l'affirmation de l'État-nation au Maroc, sur les formes de gouvernement et sur les modes d'exercice du pouvoir. Retracer le processus de déconstruction de nos subjectivités respectives – celle de l'acteur qui veut livrer son témoignage et celle de la chercheure qui, à partir de cette exigence, ambitionne d'y lire les tendances du changement politique – aboutit à l'affirmation d'une intersubjectivité partagée dont j'explore ici la valeur heuristique. Cette opération amène à remettre en question le partage des rôles entre le chercheur et ses sujets d'étude dans le processus de production de la connaissance et à problématiser l'idée même de source dans la recherche en sciences sociales, en déplaçant l'attention de son statut ou contenu (que la source soit orale à l'instar d'un témoignage, ou écrite à l'instar d'un objet d'archive) au processus d'interaction qui permet de l'aborder et de l'interroger.

A biographical fieldwork on political change in Morocco. Following the traces of Ahmed Benkirane

## Abstract

In this article I analyze the gradual process that lead Ahmed Benkirane, a witness to almost a century of Moroccan history, to become the subject with whom I built my research on the affirmation of the nation-state in Morocco, on the forms of government and on the ways in which power is exercised. Tracing the process of deconstruction of our respective subjectivities – that of the actor who wants to give his testimony and that of the researcher who, from this requirement, aims to read the trends of political change – has led to the affirmation of a shared intersubjectivity whose heuristic value I explore here. This operation calls into question the sharing of roles between the researcher and his or her subjects in the process of knowledge production, and problematizes the very idea of sources in social science research, shifting the focus from the status or content of the source (whether oral like a testimony, or written like an archival object) to the process of interaction that makes it possible to approach and question it.

## Mots-clés

Archive ; gouvernement ; intersubjectivité ; Maroc ; mémoire ; nation ; pouvoir ; sources ; sujet ; terrain biographique ; traces.

## Keywords

Archive; biographic fieldwork; government; intersubjectivity; Morocco; memory; nation; power; sources; subject; traces.

Durant l'été 2009, je participais à un projet de recherche du FASOPO sur les transformations du capitalisme au Maroc et en Turquie, dans le cadre duquel ma tâche était de mener une enquête de terrain à Casablanca sur les entrepreneurs proches des milieux de l'islam politique<sup>1</sup>. Béatrice Hibou et Mohamed Tozy m'avaient donné une liste de personnes ressources à contacter pour mieux comprendre le contexte et les enjeux du tissu entrepreneurial et pour solliciter d'autres contacts. L'un des noms dans cette liste était celui d'Ahmed Benkirane. J'étais à la recherche d'un interlocuteur qui m'aide à mettre en perspective les différentes phases de la diversification du tissu entrepreneurial marocain et Benkirane m'avait paru le mieux placé pour satisfaire mes besoins : il venait de prendre sa retraite après avoir passé deux mandats à la vice-présidence de la Confédération Générale des Entreprises du Maroc (CGEM), et il m'avait été présenté comme un homme d'affaires brillant et avisé, fin connaisseur du contexte politique et des enjeux économiques au Maroc. S'il y en avait un qui pouvait m'aider à saisir sous quel angle interroger un sujet aussi insaisissable comme celui du rapport entre le tissu économique et l'islam politique, qui à cette époque était presque un tabou au Maroc, il y avait des chances que ce soit quelqu'un comme lui.

Benkirane m'avait accordé un long rendez-vous à son domicile, il avait répondu patiemment à mes questions et avait accepté de me mettre en contact avec d'autres acteurs. Quelques jours plus tard, j'avais pris soin de lui téléphoner pour le remercier et il m'avait invitée à déjeuner. A cette occasion, Benkirane m'avait fait part du souci qu'il éprouvait de témoigner des événements qu'il avait eu à vivre et, à ma grande surprise, m'avait proposé de l'aider à rédiger ses mémoires. Il avait soigneusement choisi ses mots. « Vous savez, en 1959, quand nous étions à la Conférence internationale du pétrole à New York, on sentait qu'Enrico Mattei n'allait pas durer longtemps... Je ne veux pas partir sans parler, comme la plupart des acteurs de ma génération sont en train de faire ». L'intention que Benkirane exprimait m'avait paru assez en phase avec l'esprit du temps. Depuis le lancement de l'Instance Équité et Réconciliation (IER) en 2004, donner voix aux témoins du passé était devenu une priorité nationale au Maroc<sup>2</sup>. Son profil, cependant, ne ressemblait guère à celui des acteurs sur lesquels l'attention du public s'était posée à l'époque : ces derniers étaient dans la cinquantaine, la plupart d'entre eux venaient soit de l'avant-garde intellectuelle proche des organisations politiques antisystème des années 1960, soit des rangs de l'armée sur laquelle, à la suite des tentatives de coup d'État des années 1970, s'était abattue une violente répression. En dépit de la diversité des profils de ces acteurs, ce qui les rassemblait c'était le fait d'avoir subi la torture et la prison<sup>3</sup>. Quand j'ai fait sa connaissance, ce que je savais de Benkirane, c'était qu'il était un homme de quatre-vingt ans provenant d'une des plus riches familles de Marrakech, qu'il avait été très actif dans le débat politique, dans la vie publique et dans les affaires tout au long de sa vie, et qu'il venait tout juste de prendre sa retraite.

Sa proposition m'avait flattée mais je ne m'étais pas sentie de l'accepter. Non seulement j'étais assez sceptique sur ma compétence pour mener à bien le travail qu'il me demandait mais aussi, en tant que politiste, j'étais habituée à considérer la perspective subjective qui caractérise l'écriture biographique comme une raison suffisante pour placer la biographie en dehors de mon champ disciplinaire<sup>4</sup>. Comme Lewis Edinger le remarquait déjà en début des années 1960, les biographies politiques sont rarement écrites par des politistes : ces derniers ont progressivement désinvesti l'étude des leaders pour s'intéresser au

<sup>1</sup> Le projet *Économie politique du néolibéralisme, résurgence islamique et transformations du capitalisme contemporain au Maroc et en Turquie* a été réalisé dans le cadre du Fasopo en 2009-2010 grâce à un financement de l'Agence française de développement. Sur le volet marocain du projet, que Mohamed Wazif et moi avons développé sous la direction de Béatrice Hibou et Mohamed Tozy, voir Bono et Wazif, 2010. Sur le volet turc, dirigé par Ayşe Buğra qui l'a développé avec Osman Savaşkan, voir Buğra et Savaşkan, 2014.

<sup>2</sup> L'Instance Équité et Réconciliation (IER) a promu des auditions publiques des victimes de la violence et de la répression subie entre 1956 et 1999. Son rapport final, élaboré en 2006 et publié intégralement en 2009, établit les modes de réparation et formule des recommandations pour entamer un processus de réconciliation nationale. Sur l'institution de l'IER, voir Vairel, 2004 ; sur les réformes qui s'en sont suivies, voir Linn, 2011.

<sup>3</sup> La maison d'édition Tarik est créée en 1999 pour publier les témoignages de ces acteurs. La bande dessinée *On affame bien les rats* (Mouride, 2000) est le premier témoignage sur les violences subies dans les milieux intellectuels. Le livre *Tazmamart. Cellule 10* (Marzouki, 2000) est le premier témoignage d'un ancien militaire ayant connu la même répression.

<sup>4</sup> A de rares exceptions près, à l'instar du dossier thématique que la revue *Politix* a consacré aux biographies (Berlivet, Collovard, Sawicki, 1994), la science politique s'est tenue aux marges du tournant biographique que les sciences sociales ont connu dans les dernières décennies. Sommier et Brugie, 2005, Bayart, 2014 et Neveu, 2019 offrent des contributions très utiles pour repenser l'usage de la biographie dans les études de politique.

leadership, en établissant des cadres d'analyse fondés sur des modèles généraux de comportement collectif<sup>5</sup>. En outre, tout en trouvant le profil de Benkirane très intrigant, je me sentais mal à l'aise pour le mettre dans une catégorie sociale précise : certes, il avait fait des affaires, mais était-il pour autant un entrepreneur ? Ou devais-je le considérer comme un homme d'État puisqu'il avait travaillé pour le gouvernement ? Ou plutôt comme un militant politique, ou un homme de médias ? « Vous auriez plutôt besoin d'un journaliste avec une belle plume, francophone de langue maternelle » lui avais-je alors suggéré, tout en lui demandant s'il n'avait pas envie de m'aider à monter un programme de recherche pour explorer le changement politique à partir d'acteurs comme lui, ayant connu à la fois le montage des politiques économiques et le monde des affaires. Cette proposition l'avait intrigué, et nous nous étions salués avec l'idée d'en reparler, une fois les volets et le groupe de recherche mieux définis.

Ayant ramené l'idée à un projet où je me sentais plus à l'aise, je n'avais pas tardé à entamer sa fabrique et à solliciter les collègues avec qui j'entendais le développer. J'avais commencé par discuter avec Béatrice Hibou et Mohamed Tozy pour dresser un agenda de recherche intégrant la stratification des classes aisées, l'émergence du capitalisme national, et les mutations des politiques économiques. J'avais ensuite sollicité un certain nombre de collègues, pour développer des axes cohérents avec leurs intérêts de recherche. Fadma Aït Mous avait envie de travailler sur les réseaux nationalistes au sein du milieu des affaires, Ahmed Bendella s'intéressait au montage des politiques économiques à l'indépendance, Badiha Nahhass aux transformations dans les activités de presse et Mohamed Wazif aux activités philanthropiques des entrepreneurs. De mon côté, pour saisir les transformations des modes d'exercice du pouvoir dans les affaires, j'envisageais de réaliser des entretiens biographiques avec des acteurs que je considérais comme significatifs pour le développement de l'économie nationale et d'explorer leurs espaces de socialisation. Je pensais que ce travail collectif pouvait contribuer à la constitution d'un corpus d'archives sur l'émergence du capitalisme marocain à partir de la documentation ainsi collectée. Pour donner une casquette institutionnelle à notre démarche, nous nous étions appuyés sur le Centre Marocain de Sciences Sociales (CM2S) de l'Université de Casablanca, auquel nous étions tous affiliés à cette époque. Quelques mois plus tard, j'avais recontacté Benkirane pour lui donner un aperçu de cet agenda de recherche et lui montrer la lettre que nous avions confectionnée en bonne et due forme pour présenter le projet et solliciter des entretiens :

Monsieur,

Dans le cadre du programme de recherche « Histoires du présent », visant à reconstruire l'histoire du Maroc par la mémoire de ses protagonistes, le Centre Marocain de Sciences Sociales (CM2S) de l'Université Hassan II de Casablanca vient d'entamer un projet de recherche au sujet de *L'histoire de l'entreprise et de l'entrepreneuriat au Maroc : Aux origines des grands champions nationaux*. [...] Notre recherche n'a de sens que si nous pouvons discuter avec des acteurs-clés de l'économie marocaine comme vous l'avez été et comme vous l'êtes. Nous serions très honorés et reconnaissants si vous acceptiez de recevoir les jeunes chercheurs qui forment notre équipe de recherche et de répondre à leurs questions.

Benkirane avait voulu rencontrer tout le groupe de recherche. Il nous avait invités dans son bureau, au dernier étage de l'immeuble de la compagnie d'assurances qu'il avait fondée à la fin des années 1970 dont il avait gardé la présidence honoraire, et il avait consenti à nous aider à établir l'échantillon d'acteurs à partir desquels démarrer les entretiens.

A cette époque, les catégories sociales dont j'étais familière pour penser le changement politique au Maroc étaient celles que John Waterbury avait proposées en 1970 dans son célèbre livre sur les élites politiques du Maroc<sup>6</sup>. Selon la thèse de Waterbury, le roi, en tant que commandeur des croyants, joue le rôle d'arbitre au sein d'une société segmentaire structurée autour de relations d'alliance et de dissidence entre des groupes sociaux spécifiques. Bien que je n'y aie alors pas prêté attention, le nom d'Ahmed Benkirane est cité à plusieurs reprises dans le livre de Waterbury. Contrairement à la plupart des acteurs mentionnés dans cet ouvrage, dont le parcours est reconstruit à partir de leur famille d'origine et de leur positionnement dans

<sup>5</sup> Edinger 1964, 423.

<sup>6</sup> Waterbury, 1970 [trad. fr. 1975].

l'échiquier politique du Maroc, Benkirane est présenté par Waterbury par la simple référence à un épisode qui, dans sa vie, avait été très marquant : « En mai 1966, par exemple, *Maroc informations*, le quotidien en français d'Ahmed Benkirane, fut suspendu par le ministre de l'Intérieur. Ce journal était connu pour ses critiques modérées du régime mais n'était lié à aucun parti. Sa suspension provoqua quelques lamentations dans la presse des partis mais rien de plus. Benkirane tira la leçon et interrompit définitivement la publication du journal. Quelques mois plus tard, il était nommé directeur de la Caisse de Dépôt et de Gestion<sup>7</sup> ». Waterbury présente cet épisode comme une illustration de sa thèse, l'activité au journal étant d'après lui un moment de dissidence et la nomination à la tête de la Caisse de Dépôt et de Gestion correspondant à l'alliance que Benkirane aurait alors dû établir avec la monarchie. Dans un autre passage, le même épisode est évoqué en note de bas de page comme exemple de la vulnérabilité des « jeunes entrepreneurs marocains » face au régime<sup>8</sup>.

Dès notre première rencontre, Benkirane m'avait parlé de *Maroc informations*. Lorsque nous avons commencé à nous réunir pour établir la liste des personnes à interviewer, il m'avait montré la collection des numéros parus qu'il a conservés. Il s'agit de 8 volumes, chacun couvrant un semestre, de la publication qui était parue pour la première fois en décembre 1960. Il m'avait dit combien il regrettait de ne pas avoir réussi à récupérer, lors de la saisie du journal en 1966, les trois volumes manquants - le premier semestre 1964, le second semestre 1965, et la collection des premiers quatre mois de l'année 1966. Après m'avoir indiqué les acteurs qu'il considérait comme les plus significatifs et qu'il avait listés par ordre d'ancienneté, Benkirane commença à me mettre en contact avec eux. D'abord, il les appelait au téléphone, ensuite il leur faisait amener la lettre par son chauffeur et écoutait leurs réactions. S'ils consentaient à être interviewés, je pouvais les contacter. Au cours de cette phase, j'ai commencé à fréquenter Benkirane avec régularité : j'avais pris l'habitude d'aller le voir avant et après mes entretiens pour qu'il me conseille et m'aide à cerner les épisodes les plus marquants dont chacun avait été témoin. En plus, j'avais commencé à consulter les volumes de *Maroc informations* pour essayer de contextualiser les épisodes et les acteurs auxquels mes interviewés faisaient référence, et pour compléter ce que Benkirane me racontait d'eux. Au fur et à mesure que j'avançais dans ce travail, l'interprétation de Waterbury me semblait doublement simpliste : d'une part, elle fixait un seul centre de gravité, la monarchie, et figeait les individus au sein de segments auxquels ils étaient supposés appartenir ; d'autre part, elle cantonnait le changement politique à une dynamique dans laquelle dissidence et alliance se succédaient de façon assez régulière sans remettre pour autant en question en profondeur les règles du jeu politique. Dans les récits que j'étais en train de recueillir, la monarchie ne ressortait pas comme le seul centre façonnant les configurations politiques, les trajectoires individuelles étaient difficilement délimitées au sein de segments définissant les appartenances qui elles-mêmes n'étaient pas stables, et il m'apparaissait impossible de définir de façon simple l'alliance et la dissidence comme deux moments différents et opposés.

## SUIVRE LES TRACES

Un jour, à mon arrivée chez lui, Benkirane attira mon attention sur une série de cartons contenant de la documentation privée qu'il avait accumulée tout au long de sa vie. « Il se peut que tu y trouves quelque chose qui t'intéresse » me dit-il alors. La documentation était très diversifiée et incluait de la correspondance professionnelle et privée, des procès-verbaux de réunions et de conseils d'administration, des statuts de sociétés et associations, des tracts politiques, des projets, des rapports, divers livrets et notes prises à la main. Le matériel était classé en approximativement 250 dossiers, certains se référant à des séquences historiques précises, d'autres à des épisodes significatifs pour sa vie privée, d'autres à des rôles ou fonctions qu'il avait exercés dans les institutions ou dans les affaires. D'autres encore étaient relatifs à des activités politiques qu'il avait menées ou simplement à des tendances politiques avec lesquelles il avait sympathisé. A l'intérieur des fichiers, il y avait aussi de la documentation qui ne se référait pas au dossier

<sup>7</sup> Waterbury, 1975, 308.

<sup>8</sup> Ibid., 177.

en question, mais renvoyait à la même période, comme des documents de voyage, des notes de rencontres ou conférences auxquelles il avait participé, ou encore des documents d'identité de différentes périodes de sa vie, quelques cartes de visite de gens qu'il avait rencontrés, des vœux ou des invitations reçues, un chéquier, des récépissés de virement à la banque, quelques prescriptions médicales, des billets pour des matchs sportifs. Il y avait aussi environ mille photos qui renvoyaient à des occasions officielles, à ses activités professionnelles, mais aussi à son temps libre et à sa vie de famille. Cette collection de documents couvrait une assez longue période de temps : les documents les plus anciens remontaient à son enfance, les plus récents se référaient à ses dernières activités avant sa retraite. Il était rare de trouver un dossier couvrant exhaustivement la question à laquelle il faisait référence. Non seulement la documentation avait été collectée de manière irrégulière, comme c'est souvent le cas dans les archives personnelles, mais au cours de sa vie, Benkirane a déménagé plusieurs fois dans différentes villes du Maroc et même à l'étranger, ce qui lui a fait perdre des documents, ou décider de renoncer à eux.

Comprendre à quel niveau lire la documentation que Benkirane a mise à ma disposition a été un vrai enjeu intellectuel. Dans un premier temps, il m'avait paru utile de considérer les documents de Benkirane comme des traces du fonctionnement des organisations qui n'en avaient pas laissé beaucoup d'autres : dans ses cartons, il y avait des documents qui renvoyaient aux organisations politiques, aux entreprises publiques et privées, aux structures étatiques que Benkirane avait connues dans sa vie. En effet, il a fallu attendre les recommandations de l'IER pour que soit mise en œuvre une stratégie pour mettre en place de véritables archives nationales. Archives du Maroc a été établi par la loi en 2007 seulement, et n'a ouvert ses portes au public qu'en 2013<sup>9</sup>. A ce jour, le fonds archivistique sous la tutelle d'Archives du Maroc est constitué des fonds des administrations techniques des archives datant de l'époque du protectorat français, qui n'ont pas été déplacés aux Archives diplomatiques de France, des archives de l'Instance Indépendante d'Arbitrage qui avait été chargée, en 1999, d'étudier les dossiers d'indemnisation des victimes de disparition forcée et de détention arbitraire, et d'un certain nombre de fonds d'intérêt public versés par des privés. Ces caractéristiques de l'histoire archivistique nationale expliquent que, jusqu'à très récemment, la recherche d'archives au Maroc a concerné principalement la période coloniale et s'est basée sur des sources produites durant la colonisation. L'existence de ces sources sur le Maroc et sur les Marocains a fait émerger les « études marocaines » comme objet de recherche : d'après Edmund Burke III, ces sources ont contribué à la définition, jusqu'à nos jours, de certaines des principales caractéristiques considérées comme spécifiques de ce champ d'étude, et notamment le particularisme de l'islam marocain, la nature segmentaire de la société, le rôle de la monarchie comme arbitre et autorité indiscutée d'un tel système<sup>10</sup>. Après l'indépendance, le déplacement de la plupart des archives de l'administration marocaine aux Archives diplomatiques de France a renforcé la tendance à considérer les archives comme des sources étrangères, indisponibles, voire non pertinentes non seulement pour analyser le politique au Maroc, mais aussi pour le gouverner.

Les travaux de *microstoria*, qui à partir des années 1970 ont remis en question le lien entre les organisations et leurs archives pour montrer comment ces dernières pouvaient aussi être dépouillées autrement, ont beaucoup influencé la façon par laquelle j'ai essayé de remettre en question le rapport entre Benkirane et sa documentation. La démarche proposée par Carlo Ginzburg – qui a dépouillé les archives judiciaires de la période de l'Inquisition italienne en quête d'indices pour interroger les rapports qu'un meunier du XV<sup>e</sup> siècle avait avec les objets et les idées de son temps<sup>11</sup> – a été fréquemment reprise pour interroger des phénomènes et des objets sur lesquels il n'y a pas d'autres traces<sup>12</sup>. Par analogie, dépouillant sa documentation, j'ai essayé de détourner mon attention de Benkirane comme acteur pour m'intéresser aux différents processus sociaux dont on retrouve trace dans sa documentation. Le parcours biographique que

<sup>9</sup> Voir la loi 69-99 du 30 novembre 2007.

<sup>10</sup> Burke, 2014.

<sup>11</sup> Ginzburg, 1976.

<sup>12</sup> Colonna (2010) a adopté cette démarche pour l'étude de l'Algérie. Colonna et Le Pape (2010) s'en servent dans un ouvrage collectif sur l'après-colonie au Maghreb.

j'ai ainsi pu reconstruire ne vise pas à témoigner du type d'homme dont Benkirane est représentatif, ni à évaluer sa contribution au mouvement national ou au changement politique. Mon objectif est de retracer sa trajectoire en faisant émerger les épisodes qui l'ont marqué, les activités qu'il a menées, les organisations dont il a fait partie et les mondes sociaux qu'il a connus. Grâce à ses traces, j'ai eu l'opportunité de reconstruire et d'explorer les circonstances et les contextes particuliers dans lesquelles la trajectoire de Benkirane se déroule, et par conséquent aussi les contingences et le hasard qu'on tend le plus souvent à négliger dans un récit biographique.

Giovanni Levi a décliné la perspective de *microstoria* avec un tout autre but : plutôt que d'interroger les archives d'organisations pour explorer un phénomène non documenté, il a adopté « une technique intensive de reconstruction des événements biographiques de tous les habitants du village de Santena qui ont laissé une trace documentaire » pour questionner les canons habituels à travers lesquels un phénomène documenté, à l'instar du pouvoir durant la féodalité, est le plus souvent interprété<sup>13</sup>. En d'autres termes, Levi a dépouillé les diverses sources documentaires disponibles dans ce village du Piémont italien – des registres paroissiaux, aux actes notariaux, en passant par les documents du cadastre, parmi beaucoup d'autres – en refusant de les lire à travers le prisme de la sérialité qui les caractérise, pour explorer comment « dans les interstices des systèmes normatifs établis ou en formation, groupes et personnes développent leur propre stratégie significative »<sup>14</sup>. Son travail permet de redéfinir les paradigmes par lesquels l'affirmation de l'État moderne a été le plus souvent lue, en nette discontinuité avec la société d'Ancien Régime, prenant en compte « l'ambiguïté des règles, la nécessité de prendre conscience des décisions dans des conditions d'incertitude, la quantité limitée d'informations qui permet toutefois d'agir, la tendance psychologique à simplifier les mécanismes de causalité que l'on juge importants pour la détermination des comportements et, enfin, l'utilisation consciente des incohérences entre systèmes de règles et de sanctions<sup>15</sup> ».

La démarche proposée par Giovanni Levi a été ma principale source d'inspiration pour interroger, par analogie, les documents que Benkirane avait mis à ma disposition comme des traces des multiples processus qui ont contribué à façonner le Maroc indépendant, et en premier lieu à façonner ce qui échappe au récit commun. Dans une telle perspective, l'acteur est le niveau de l'analyse, plutôt que le sujet, et ses traces personnelles sont des indices qui nécessitent d'être interrogés et interprétés. Me concentrer sur les traces personnelles de Benkirane a ainsi été le point de départ pour explorer le changement politique d'une perspective que je qualifie de discrète. En première analyse, le caractère ambigu de ce terme peut paraître trompeur car il prend des significations différentes en fonction des plans dans lesquels on le replace<sup>16</sup>. C'est précisément cette polysémie qui m'a paru utile : l'exploration des significations plurielles de ce qui est discret permet de faire émerger la posture méthodologique et les questionnements d'analyse autour desquels mon travail s'est développé<sup>17</sup>. Le manque de sérialité est une caractéristique des archives personnelles, dont la distribution pourrait être définie comme étant discrète, au sens mathématique du terme. A un premier niveau, explorer le changement politique dans une perspective discrète signifie alors prendre en compte la part de discontinuité qui caractérise ce processus le plus souvent appréhendé sans questionner sa supposée linéarité. Toute archive personnelle partage une autre caractéristique : la nature apparemment secondaire des documents par rapport aux grands paradigmes du changement politique. Le deuxième niveau auquel il m'a paru pertinent d'interroger le changement politique dans une perspective discrète, à partir de la documentation de Benkirane, vise ainsi à explorer les changements marginaux qui se déroulent au jour le jour. Enfin, la présence de documents renvoyant à la sphère du privé et de l'intime est une autre caractéristique des archives personnelles. A un troisième niveau, explorer le changement

<sup>13</sup> Levi, 1985. La citation se réfère à la traduction française (Levi, 1989, 12).

<sup>14</sup> Ibid., 12.

<sup>15</sup> Ibid., 13.

<sup>16</sup> Zaoui (2013) propose une reconstruction des différentes significations du terme.

<sup>17</sup> Par analogie avec le terme « marginal » adopté par Guyer, 2004 dans son analyse des pratiques économiques multiples, pour la plupart informelles et apparemment négligeables, qui peuvent se lire à partir des transactions monétaires en Afrique atlantique.

politique dans une perspective discrète signifie interroger la part de l'intime constitutive de toute expérience politique.

## FAIRE DU TERRAIN BIOGRAPHIQUE

Les conditions de mon travail étaient évidemment très différentes de celui de Giovanni Levi, dont la lecture m'avait tellement influencée : contrairement à lui, j'ai eu devant moi en chair et en os l'acteur à qui ces traces se réfèrent, qui est aussi l'acteur qui les a produites et conservées. Pour me permettre la consultation de sa documentation, Benkirane avait fait placer les cartons dans une salle au rez-de-chaussée de chez lui, autrefois pensée comme chambre d'amis, désormais meublée d'une grande table de jardin, d'une armoire contenant du linge de table et de la vaisselle, et de deux étagères contenant, outre les volumes reliés de *Maroc informations*, sa collection du magazine *Al Atlas* dont il avait aussi été le fondateur, plusieurs numéros de la revue *Confluent* à laquelle il avait collaboré au début de l'indépendance, et quelques essais sur le système politique et la société marocains datant pour la plupart des années 1960 et 1970. J'ai commencé à passer de plus en plus de temps dans cette chambre pour établir l'inventaire des documents contenus dans les cartons – ce qui m'a pris plusieurs mois de travail. Lors de cette phase, je travaillais à l'aide de deux genres d'outil : une fiche de consistance dans laquelle je listais les documents contenus dans chaque carton, et une matrice chronologique dans laquelle j'annotais les activités auxquelles la documentation renvoyait, subdivisées par domaines d'intérêt. Au fur et à mesure que je définissais la matrice chronologique, j'en imprimais une nouvelle version et je la collais aux portes de l'armoire. A l'aide d'un stylo et d'un surlieur, j'annotais sur la matrice imprimée les questions que la lecture croisée des activités ayant eu lieu à la même période m'évoquait, et je marquais le nom des acteurs et les faits dont j'estimais devoir acquérir une meilleure connaissance.

Progressivement, la chambre où Benkirane avait fait placer les cartons est devenue le lieu d'élection de nos échanges, qui antérieurement avaient lieu dans le salon ou dans son bureau. Durant cette phase de mon travail, nous avons pris l'habitude d'avoir, à mon arrivée, une brève conversation sur les interviews que j'avais réalisées, ou sur la documentation que j'avais dépouillée la veille. Je travaillais ensuite seule sur les documents durant des demi-journées, au cours desquelles Benkirane me rejoignait parfois pour que nous prenions le thé ensemble. D'autres fois, lorsque je trouvais un document ou un quelconque autre objet qui attirait particulièrement mon attention, c'était moi qui le rejoignais pour le lui montrer et lui demander qu'il m'en dise plus. C'est ainsi que nos échanges ont petit à petit changé de nature : de témoin privilégié, et d'acteur-pivot pour nos enquêtes collectives dans un premier temps, à niveau d'analyse selon une démarche micro-historienne ensuite, Benkirane est ainsi devenu le sujet avec qui j'ai construit ma recherche.

Cette transition a été à l'origine d'un processus de déconstruction de nos subjectivités respectives – celle de l'acteur qui veut livrer son témoignage et celle de la chercheure qui, à partir de cette exigence, ambitionne d'y lire les tendances du changement politique – et a abouti à l'affirmation d'une intersubjectivité partagée. Notre partage s'est construit sur les documents, autour des documents et à travers les documents. Ces derniers m'ont permis, en premier lieu, d'acquérir les connaissances nécessaires pour historiciser et contextualiser le récit biographique qui ressortait de mes entretiens avec Benkirane. En deuxième lieu, les documents ont à maintes reprises sollicité des souvenirs que Benkirane avait oubliés, ou qu'il avait tendance à ne pas aborder lorsqu'il sélectionnait les événements dont il me parlait pour répondre à mes questions. En troisième lieu, nos échanges sur les documents nous ont amenés à réitérer nos conversations sur des sujets que nous avions déjà abordés, et à démultiplier aussi bien les questionnements que je me posais que les réponses, les réactions et les interprétations que celles-ci suscitaient chez Benkirane. Celles-ci ont été les prémisses qui m'ont permis d'aborder la biographie de Benkirane comme un travail de terrain. D'une manière générale, faire du terrain peut être considéré comme un moyen d'étudier les phénomènes sociaux par l'expérience directe. Mener un terrain biographique signifie, dans mes termes, faire expérience des pratiques du rapport au passé qu'évoque Benkirane, en prenant comme point d'appui les façons par lesquelles il garde ses souvenirs et les exprime, ainsi que les rapports sociaux qu'il établit à partir de ces

pratiques et plus généralement à partir des manières de vivre le présent qui se façonnent à travers elles. Penser le changement politique à travers un tel travail m'a conduit à déconstruire le sujet lui-même : il ne s'agit pas d'explorer la vie de Benkirane en vertu du fait qu'il est un acteur significatif, ni d'obtenir une reconstruction soigneuse de sa vie pour le considérer (ou non) comme un homme typique de son temps. En d'autres termes, il ne s'agit pas de contribuer à la « vérité nationale », mais plutôt de comprendre la vérité singulière de mon sujet, la façon dont il a vécu les épisodes dont il se souvient, et le poids de l'expérience passée dans sa vie présente.

Bien que je n'y aie pas prêté attention au départ, cette transition a également eu pour corollaire un changement de signification de la documentation de Benkirane qui, d'une collection de documents, a progressivement, dans notre interaction, acquis le sens d'une véritable archive. Sans nécessairement y réfléchir, nous nous sommes habitués à nous y référer en utilisant le terme *archive* au singulier, plutôt qu'au pluriel selon la formule consacrée. Le fait d'en parler au singulier traduit le déplacement progressif de notre interaction de la pluralité des traces à l'unicité du corpus que celles-ci constituent. Par ailleurs, parler d'*archive* plutôt que d'*archives* est devenue une façon de mettre en exergue la différence entre l'intérêt public des sources et la nature privée de la collection. Lorsque Benkirane dit « mon archive » quand il se réfère à sa propre documentation, il laisse entendre qu'il n'y a pas une seule façon légitime de laisser trace de l'expérience du politique.

Les documents que Benkirane a mis à ma disposition ont ainsi été à l'origine d'une pluralisation des modes d'interaction entre nous. Pendant que je dépouillais son archive, j'ai commencé à mener avec lui un autre type d'interview, plus mnémonique que biographique, afin de faire émerger les souvenirs évoqués par les traces que la documentation faisait émerger. A la forme entretien proprement dite, s'est ajoutée la sollicitation d'un échange à partir d'un objet d'*archive*. Les traces d'expériences passées ont ainsi été utiles non seulement pour l'information que j'y trouvais, mais aussi et surtout pour susciter et solliciter les souvenirs et les émotions qu'évoquaient en Benkirane les événements, les gens et les situations que j'avais repérés. La sollicitation de sa mémoire n'a pas toujours été un effet recherché à partir d'un objet d'*archive* : à plusieurs reprises, une simple conversation informelle, à plusieurs ou en tête-à-tête, sur les événements en cours dans la vie politique marocaine ou internationale, ou sur les travaux de recherche que je menais en même temps sur d'autres sujets, ont conduit Benkirane à partager avec moi les souvenirs et les appréciations qui lui venaient alors à l'esprit. Discuter du travail même, réfléchir ensemble, relire ensemble des passages que j'avais rédigés sont devenus d'autres formes d'interaction importantes pour mener le terrain biographique.

La redéfinition des formes d'interaction entre nous ne s'est pas jouée dans le vide, mais s'est accompagnée de l'émergence d'un espace social partagé qu'elle a simultanément contribué à former. La présence de Béatrice Hibou et de Mohamed Tozy dans cet espace social a été régulière et essentielle dans la construction de notre rapport, dans un premier temps comme « garants » du projet de recherche, à maintes reprises comme « médiateurs » de nos incompréhensions occasionnelles, régulièrement comme « confidents » avec qui partager notre réflexion conjointe, avec l'un d'entre nous ou avec les deux à la fois. Laila et Massimo, avec qui chacun d'entre nous partageons notre vie, sont silencieusement devenus des acteurs à part entière de cet espace social, en nous accompagnant dans les moments les plus informels – comme les repas, les moments de détente, les voyages que nous avons faits ensemble – qui sont progressivement devenus les principaux cadres de nos différentes formes d'interaction. Le fait que Benkirane ait commencé à fréquenter nos séminaires de recherche et à nous lire a aussi permis l'intégration d'un certain nombre d'amis du monde de la recherche. L'abandon du projet de recherche de départ, qui s'est distendu jusqu'à ne devenir qu'un cadre d'échanges intellectuels non soumis à des objectifs communs mais animés principalement par l'affinité et le besoin de partage, a notamment amené Ahmed Bendella, Badiha Nahhass et Nadia Hachimi Alaoui à être considérés comme membres à part entière de la « petite tribu », comme Benkirane l'appelle le plus souvent.

En début 2013, la consolidation de ce tissu de relations avait facilité la réalisation d'un premier inventaire numérique des documents de Benkirane par Abdelmajid Arrif et Hassan Moukhlisse qui avaient gracieusement accepté d'intégrer pour quelques jours notre espace social partagé<sup>18</sup>. Sofia Tozy, qui m'avait aidée à remplir l'inventaire durant les mois successifs, avait également été intégrée dans cet espace. La possibilité de repérer les documents de façon plus simple, de les dématérialiser et de les partager sans devoir les céder, a ouvert à d'autres les interactions que les documents avaient jusque-là permis d'établir entre Benkirane et moi. Benkirane a alors pris l'habitude de me solliciter pour lui sortir un document qu'il n'aurait pas su retrouver dans ses cartons afin de le transmettre aux acteurs avec lesquels il avait partagé l'expérience à laquelle le document renvoyait. La liste d'acteurs que Benkirane m'avait aidée à établir pour le projet originel a ainsi changé de fonction au fil de la consolidation de notre espace social partagé. D'échantillon de témoins à interviewer, elle est devenue un point d'accès inattendu pour explorer les contours de la génération politique à laquelle Benkirane appartient, et la façon par laquelle se déroulent les pratiques de mémoire au sein de celle-ci.

En 2016, les documents ont été déplacés dans une société d'archivage pour les numériser et en garantir une meilleure conservation. De lors, l'espace social partagé a pris la fonction que les documents avaient eue dans le développement et la consolidation de notre intersubjectivité. Parmi les proches de Benkirane, un certain nombre de personnes qu'il fréquente encore aujourd'hui ont commencé à partager cet espace social à géométrie variable. Moulay Abdesselam Jibli, Bensaïd Aït Idder et Abderrahmane Youssoufi, qui durant cette même période ont livré des témoignages sur leurs expériences passées, en ont fait partie à plusieurs reprises. Un certain nombre d'acteurs que Benkirane a pris l'habitude de solliciter sur des dossiers bien spécifiques, en quête de précision quand il n'en trouve pas dans ses souvenirs, ont aussi été invités à le partager de façon plus ponctuelle : on peut citer entre autres sa sœur Naima sur la vie de sa famille d'origine ; Hassan Chami sur l'Office pour le Commerce Extérieur ; Hamid Barrada sur le climat politique des années 1960 ; Boubker Monkachi sur l'Union Marocaine du Travail ; et André Azoulay sur la période de *Maroc informations*.

Modeler une intersubjectivité partagée passe aussi par l'expérience de la subjectivité de l'autre. Dans ma relation avec Benkirane, deux moments ont notamment permis que chacun d'entre nous fasse expérience de l'autre. Le premier est le moment où je m'étais mise à la recherche des numéros de *Maroc informations* qui manquaient la collection de Benkirane. Les retrouver durant une mission de recherche à Paris et partager avec lui les notes que j'avais prises pendant que je les dépouillais n'a pas seulement été un moyen de compléter mes sources, mais aussi et avant tout m'a permis de partager avec Benkirane l'émotion que suscitait en lui le fait de retrouver des traces d'un vécu dont il considère avoir été injustement privé. Le deuxième moment est celui où Benkirane nous a aidés à organiser une journée d'études pour discuter publiquement du rapport entre les archives personnelles et les paradigmes collectifs à travers lesquels interpréter le changement politique<sup>19</sup>. A cette occasion, qui avait réuni chercheurs travaillant sur le changement politique et acteurs qui en avaient été témoins, Benkirane avait prononcé une allocution qui retracait sa trajectoire et analysait le travail que nous étions en train de partager. Son allocution se concluait par une invitation à témoigner sur le passé récent du Maroc et à considérer le témoignage comme « un acte civique, plus, un devoir national ».

## SAUVER LA BIOGRAPHIE DE LA NATION

Expérimenter des façons de concilier le « devoir national » que Benkirane ressent avec la rigueur intellectuelle à laquelle, de mon côté, j'aspire en tant que chercheure a été le premier plan sur lequel notre intersubjectivité partagée a acquis un sens heuristique. La conception même de ce que la nation se doit

<sup>18</sup> Abdelmajid Arrif est le responsable du projet de la Cité numérique méditerranéenne auprès de la Maison méditerranéenne des sciences humaines de l'Université Aix-Marseille. Hassan Moukhlisse est le responsable de la Bibliothèque et Ressources numériques et valorisation de la même université.

<sup>19</sup> Quelles archives pour l'*histoire du temps présent? Traces personnelles et paradigmes collectifs*, CRESC, Rabat, 10 décembre 2015.

d'être considérée a été au cœur de cette démarche. Se référant à la Chine contemporaine, Prasenjit Duara invite à examiner le rôle du nationalisme dans la production d'une compréhension linéaire de l'histoire, constitutive de l'État-nation. Selon Duara, « sauver l'histoire de la nation » signifie explorer le passé récent en révélant la contestation, l'appropriation et le pluralisme<sup>20</sup>. Par analogie, dans le travail que j'ai partagé avec Benkirane, sauver la biographie de la nation a acquis deux ordres de significations. Il s'est agi, tout d'abord, d'affranchir son récit individuel des canons à travers lesquels l'histoire nationale est couramment pensée et racontée par le pouvoir. En second lieu, cette démarche m'a amenée à reconstruire, à partir de l'expérience individuelle, des ordres non identitaires de la nation, des clivages multiples du nationalisme et des manières plurielles d'être nationaliste.

Mes recherches m'avaient habituée au fait que la documentation disponible sur la période de la lutte pour l'indépendance repose principalement sur la presse de l'époque, sur des notes des renseignements des services de sécurité du protectorat français, et sur des documents produits et conservés par les partis politiques marocains engagés dans la lutte pour l'indépendance, notamment le parti de l'Istiqlal<sup>21</sup>. La plupart des travaux qui ont abordé l'étude du nationalisme au Maroc se basent sur ces sources, et sur les témoignages des leaders politiques de cette période<sup>22</sup>. Ceux-ci se construisent pour la plupart sur une sorte de « mémoire-doxa » de la lutte pour l'indépendance, dans laquelle le cursus individuel s'enchevêtre avec le dessein nationaliste<sup>23</sup>. Les récits de vie des acteurs qui ont participé à la lutte pour l'indépendance sont alors reconstruits de manière sélective en fonction des épisodes marquants de l'histoire nationale, dans un souci de contribuer à la « vérité historique ».

Cette mémoire-doxa fait apparaître la date de l'indépendance comme le repère par excellence par lequel on pense, on parle et on analyse le politique au Maroc. Le récit commun s'articule autour de ce tournant et se ramifie suivant deux répertoires, selon que l'on parle de ce qui a eu lieu « en amont » ou « en aval » de l'indépendance, comme si cet épisode avait totalement bouleversé le scénario, la trame et les protagonistes de l'histoire nationale. Le récit commun se répercute aussi sur les récits individuels. Pour Benkirane et pour les acteurs de sa génération, en effet, l'indépendance offre un point de référence incontournable pour raconter le cursus de leur vie. Plus, cette date alimente l'imaginaire politique qui permet aux récits individuels d'acquérir une signification partagée. Les biographies deviennent ainsi prisonnières de ce tournant. D'une part, les acteurs de la génération de Benkirane ont tendance à construire leur propre récit en mettant en exergue les rôles, les logiques d'action et les ordres censés se rapporter à l'amont ou à l'aval de l'indépendance. D'autre part, la compréhension commune de leurs récits dans les débats publics se construit à travers le prisme de la lutte pour l'indépendance, qui est décrite comme l'expérience fondatrice de cette génération politique.

La documentation remontant à la période en amont de l'indépendance que Benkirane a conservée m'a permis d'explorer des processus beaucoup plus diversifiés. Les premiers documents qui permettent de retracer son parcours consistent en quelques photos de sa première enfance avec ses frères et sœurs et ses parents dans la maison de Marrakech, une photo de son camarade de classe, Abbas Bennani, avec un moniteur dans la cour de l'Institut Guessous de Rabat que Benkirane fréquenta avec son frère Brahim de 1936 au 1939, et quelques photos qui le représentent adolescent dans le patio de la maison de son père. Une Licence d'éducation physique et sportive délivrée par le Collège Sidi Mohammed de Marrakech en novembre 1942 permet de savoir que Benkirane a passé la Seconde Guerre mondiale à Marrakech. Une

<sup>20</sup> Duara, 1996.

<sup>21</sup> Une partie de ces documents sont disponibles à la Bibliothèque Nationale de France. La Fondation Allal Al Fassi de Rabat dispose d'un fond important sur cette période. On peut penser que la plupart des documents conservés jusqu'à nos jours par des personnalités privées pourraient fournir des sources assez différentes sur cette période.

<sup>22</sup> Les travaux en langue anglaise sur le nationalisme au Maroc, à l'instar de Ashford (1961) et Zisenwine (2010), ajoutent à ces sources les archives du Département d'État américain. Face à la rareté des sources disponibles sur le nationalisme, et à la difficulté d'explorer le sujet à travers des interviews avec ses protagonistes, l'historien marocain Abdallah Laroui (1977, 15) s'était convaincu qu'il était « presque impossible d'écrire une véritable histoire du nationalisme marocain, à moins de se résigner à faire des variations sur une vulgate qui a pris forme pour l'essentiel avant 1945 ».

<sup>23</sup> L'expression est de Neveu (2019, 85) se réfère aux récits des militants français de mai 1968.

photo avec les camarades de classe du lycée commercial est le seul document qui renvoie à son déménagement à Casablanca en 1946-47. A partir de 1946, les documents se font plus fréquents et diversifiés. Outre des photos de classe de l'École Supérieure de Commerce de Paris (ESCP) qu'il a fréquentée de 1947 à 1951, une carte d'identité et un permis de conduire, des cartes d'associations touristiques et plusieurs photos des voyages qu'il fit à l'époque avec ses camarades dans toute l'Europe, Benkirane a gardé un cahier de notes, quelques devoirs, un rapport de stage et une collection de livrets politiques sur l'indépendance du Maroc. Le premier document attestant le retour de Benkirane au Maroc est une lettre datant du 2 mars 1951 adressée à Casablanca qui lui fut curieusement envoyée par Maurice Papon, à l'époque en poste au Secrétariat Général du Protectorat au Maroc. La lettre semble faire suite à une plainte soulevée par Benkirane au sujet de la réglementation de l'industrie huilière. La documentation se référant à cette période permet de suivre l'activité du bureau de commerce de son père dont il était responsable à Casablanca, et les activités politiques qu'il développa en parallèle, qui ne se réfèrent pratiquement pas aux organisations et aux formes de la mobilisation nationaliste avec lesquelles j'étais familière.

Parmi ces documents, le passeport que Benkirane avait obtenu le 31 mai 1954 du Protectorat de la République française au Maroc et qu'il conservait dans une enveloppe contenant ses autres documents d'identité, avait notamment attiré mon attention. « Taille : 1 mètre 66. Cheveux : noirs. Sourcils : noirs. Front : bombé. Yeux : marrons. Nez : rectiligne. Bouche : moyenne. Barbe : rasée. Menton : rond. Visage : rectangle. Teint : mat ». Portant le cachet et la signature du chef de la délégation aux Affaires urbaines de Casablanca, qui à l'époque était régie par Boniface, l'une des figures emblématiques du protectorat français au Maroc<sup>24</sup>, je l'avais automatiquement classé parmi les traces qui méritaient d'être interrogées pour mieux comprendre la vie que Benkirane menait avant l'indépendance.

Lorsque j'ai retrouvé ce passeport, je savais par la littérature que, durant les dernières années du protectorat, les autorités contrôlaient de façon croissante l'activité des militants nationalistes. Mon attention avait été notamment attirée par le nombre de visas et cachets de départ et d'arrivée à l'aérodrome de Casablanca figurant dans les pages de ce passeport. Le premier visa avait été délivré le 1 juin 1954 et autorisait un voyage en France de quinze jours à réaliser dans un délai d'un mois. Le deuxième consentait un voyage en France d'un mois à compter du 30 août de la même année. Le troisième visa, délivré le 16 novembre 1955, portait un cachet attestant son annulation. Le quatrième visa, délivré le 28 avril 1955, autorisait plusieurs séjours et avait une validité de six mois. Le cachet de ce visa était accompagné d'une note à la main attestant que le visa était également valable pour Tanger et l'Espagne. Les deux visas suivants autorisaient l'un le transit et l'autre le séjour en Espagne à compter respectivement du 9 septembre et du 5 octobre 1955. Il y avait ensuite un autre visa pour la France, autorisant plusieurs voyages à compter du 3 novembre 1955, et un dernier visa tout à fait égal aux précédents, ayant une validité de trois mois à compter du... 9 avril 1956.

La présence de ce dernier visa et de plusieurs cachets de départ et d'arrivée à l'aérodrome de Casablanca, dont le dernier date du 18 mai 1956, m'avait étonnée. Au moment où Benkirane demandait le dernier visa qui figure dans son passeport du protectorat, ce dernier n'existe plus, aussi bien sur le plan juridique que sur le plan politique. Un mois avant la délivrance de ce visa, le 2 mars 1956, le traité de Fès avait été aboli et l'indépendance du Maroc avait été officiellement reconnue au niveau international. L'indépendance avait été cependant proclamée par les nationalistes dès le 18 novembre 1955, soit deux jours après le retour de Mohamed V d'exil. Je trouvais étonnant que Benkirane ait fait ses premières missions comme directeur de cabinet du ministère du Commerce, de l'Industrie, du Tourisme et de la Marine Marchande, dans le gouvernement chargé de négocier l'indépendance du Maroc qui avait vu le jour le 7 décembre 1955<sup>25</sup>, avec

<sup>24</sup> D'après Julien (1978, 192-193), Boniface « ne concevait d'autre politique que la force », et son action se caractérisait par un « paternalisme autoritaire et efficace, [au] mépris de la légalité ».

<sup>25</sup> Dahir du 7 décembre 1955 (22 rebia II 1375) relatif à la constitution du gouvernement, BO 2252 du 23 décembre 1955 : [http://www.sgg.gov.ma/BO/fr/1955/bo\\_2252\\_fr.pdf](http://www.sgg.gov.ma/BO/fr/1955/bo_2252_fr.pdf).

son passeport délivré par « le protectorat de la République française ». Le passeport expirait le 30 mai 1957 et il fut utilisé jusqu'à son avant-dernière page où figure un cachet d'arrivée à Casablanca daté du 18 mai 1956. La fin des pages a été à mes yeux tout aussi importante que la fin du protectorat pour interroger l'usage du passeport et, de façon beaucoup plus générale, ce que signifient l'indépendance et le changement politique.

La présence, dans le même document, de traces qui renvoient aussi bien à l'« amont » qu'à l'« aval » de l'indépendance oblige à penser la continuité entre deux séquences historiques le plus souvent pensées comme séparées. Une telle opération permet d'insister sur l'existence d'interactions mutuelles et d'éléments de continuité qu'une transformation aussi paradigmique que l'indépendance ne remet pas en cause. Elle permet surtout de nourrir un imaginaire politique focalisé sur l'indépendance comme événement à interroger en soi, en le contextualisant dans les récits biographiques des acteurs qui l'ont vécu<sup>26</sup>. Imaginer l'indépendance comme événement, plutôt que comme tournant ou rupture, permet de s'affranchir d'une datation qui déterminerait les rôles, les logiques/clivages, et les ordres de l'avant et de l'après.

Pour entamer cette opération de sauvetage de la biographie de la nation, la documentation que Benkirane a conservée de ses expériences passées a eu pour moi une valeur aussi bien matérielle qu'immatérielle<sup>27</sup>. Elle m'a fourni des sources inédites pour interroger l'indépendance comme événement, tout en franchissant les frontières entre le « pré » et le « post » ainsi que pour explorer les interconnexions entre les processus politiques qui caractérisent ces phases et les imbrications entre les mondes sociaux qui les traversent. Mais cette documentation a également contribué à nourrir un imaginaire politique que nous avons partagé pour explorer les formes et les clivages de la participation nationaliste, et à interroger l'ordre social que celle-ci a produit au-delà de son idéologie.

## **LIBERER L'ARCHIVE DU GOUVERNEMENT**

Explorer les formes concrètes de l'art de gouverner a été un autre plan dans lequel j'ai pu constater la valeur heuristique du partage que nous avons établi. La réflexion que nous avons partagée s'est développée à deux niveaux. Dans le premier, nous avons réfléchi à la nature des sources qui peuvent être considérées comme significatives pour explorer l'activité du gouvernement. Dans le second, nous avons exploré les formes et les acteurs de cette activité sans en donner une définition au préalable. Suivant, par analogie, l'opération proposée par Angelo Torre dans son étude sur la constitution des villages dans la période moderne<sup>28</sup> plutôt que de rechercher des traces indiquant la présence ou l'absence de Benkirane *au gouvernement*, je me suis mise en quête d'éléments indiciaires me permettant de retracer les processus de production et de transformation des lieux *de gouvernement* que Benkirane a connus, c'est-à-dire des espaces où les rapports de force, les enjeux de pouvoir, les configurations politiques, les pratiques de domination qu'il a connus se sont déployés.

Après l'indépendance, le déplacement de la plupart des archives de l'administration marocaine aux Archives diplomatiques de France a renforcé la tendance à considérer les archives comme des sources étrangères, indisponibles, voire non pertinentes non seulement pour analyser l'activité du gouvernement au Maroc, mais aussi pour l'exercer. En 1966, le gouvernement marocain avait sollicité l'expertise de l'UNESCO sur « les procédures et les méthodes pour inventorier et préserver les documents d'archives<sup>29</sup> ». Le rapport final de la mission de l'UNESCO décrivait la fragilité de la législation marocaine en la matière, de ses structures et de ses pratiques. La stratégie recommandée ne fut cependant jamais adoptée. Il a fallu

<sup>26</sup> Dans Bono, Hibou, Meddeb, Tozy (2015) nous avons essayé une opération similaire pour sortir du champ d'analyse qui se focalisé à l'époque sur les « printemps arabes ». S'affranchir de l'indépendance comme tournant est encore plus compliqué si on considère le caractère paradigmique de l'événement.

<sup>27</sup> Osborne (1999) insiste sur la dimension non matérielle des archives et leur valeur comme sites pour légitimer des modalités particulières de connaissance et des styles spécifiques de raisonnement.

<sup>28</sup> Torre, 2011.

<sup>29</sup> Perotin, 1969, 3.

attendre les recommandations de l'IER pour que soit mise en œuvre une stratégie pour la mise en place d'archives nationales. Les filières de formation sur l'archivage qui s'en sont suivies sont aujourd'hui principalement orientées sur la mise en place d'archives administratives, bien qu'à ce jour les administrations gouvernementales qui ont établi leurs archives restent fort peu nombreuses, et leurs documents inaccessibles aux chercheurs. Il faut attendre les années 1990 et 2000 pour retrouver des analyses fines de l'activité gouvernementale qui contournent l'indisponibilité de sources documentaires s'appuyant sur des terrains approfondis sur les acteurs et leurs pratiques<sup>30</sup>.

En Tunisie, dès la fin des années 2000, un certain nombre d'anciens ministres et hauts fonctionnaires ont publié des témoignages sur leurs activités lorsqu'ils étaient au pouvoir qui permettent de documenter de façon assez précise le fonctionnement de l'activité gouvernementale<sup>31</sup>. Au Maroc, en revanche, les biographies et témoignages d'hommes d'État sont encore extrêmement rares et sont pour la plupart rédigés à partir des discours publics qu'ils avaient prononcés à l'époque, ce qui laisse très peu de marge pour explorer l'activité gouvernementale proprement dite<sup>32</sup>. A l'aune de telles circonstances, dans un premier temps, libérer l'archive du gouvernement signifiait simplement à mes yeux faire émerger des fragments d'archives des institutions et organisations gouvernementales que l'on pouvait retrouver dans la documentation de Benkirane et l'amener à me parler de ses expériences dans la machine gouvernementale.

En effet, dans ses cartons, j'avais retrouvé un dossier pour chacune des fonctions de gouvernement que Benkirane avait exercées. Les dossiers remontant à la période entre 1955 et 1958 renseignent principalement sur ses activités en matière de commerce extérieur au sein du ministère du Commerce, de l'industrie et de la marine marchande, d'abord comme chef de cabinet, ensuite comme sous-secrétaire d'État. La documentation se référant à la séquence 1959-1960 renvoie aux différents dossiers dont il s'était occupé comme chargé de mission auprès de la vice-présidence du Conseil – notamment les négociations pour la sortie du Maroc de la Zone franc et la récupération de la Banque centrale. Les dossiers sur le montage de la société de camions Berliet et de la société de raffinage SAMIR, deux entreprises dont l'État était actionnaire et dont Benkirane avait assuré la présidence, remontent à la même période. D'autres dossiers plus récents me semblaient aussi très importantes pour faire émerger des traces documentaires sur le fonctionnement du gouvernement au Maroc. En premier lieu celui couvrant la séquence 1966-1968, durant laquelle Benkirane était directeur de la Caisse des dépôts et de gestion (CDG), qui correspond notamment au démarrage des activités de prise de participation et des investissements de cette institution dans le domaine hôtelier. En deuxième lieu, le dossier remontant aux années 1969-1970, lorsque Benkirane était directeur général de l'Office pour le commerce extérieur et sous-secrétaire d'État au Commerce et à l'industrie et avait dirigé à ce titre les négociations pour la récupération de l'enclave espagnole de Sidi Ifni et le premier accord de pêche avec l'Espagne. Dans le dossier sur les années 1973-1976, durant lesquels Benkirane avait servi l'État marocain comme ambassadeur à Bruxelles et avait suivi à ce titre les négociations commerciales avec la Communauté économique européenne, je pensais trouver d'autres traces m'a aidant à explorer les rouages du fonctionnement du gouvernement.

A plusieurs reprises, je me suis tournée vers les documents d'archive pour fournir une description matérielle des activités que Benkirane avait menées au sein des institutions, et pour donner un ancrage temporel précis aux séquences temporelles correspondantes. Je me suis notamment concentrée sur le moment de la « scission » : par cette formule, Benkirane et les acteurs de sa génération indiquent l'ensemble des événements au cours desquels il fut tenté de renverser les rapports de force au sein du parti de l'Istiqlal et qui furent à l'origine de l'expulsion, en janvier 1959, d'un certain nombre de personnalités qui fondèrent l'Union nationale des forces populaires (UNFP) au mois de septembre de la même année. A l'instar de l'indépendance, la scission est un autre repère que Benkirane cite fréquemment, non seulement

<sup>30</sup> Voir notamment Hibou, 1996 et Hibou et Tozy, 2000, 2002 et 2009, qui ont initié cette tendance.

<sup>31</sup> Ben Salah, 2008 et Moalla, 2011: les mémoires des deux anciens ministres de l'économie et des finances de la période de Bourguiba sont particulièrement intéressants dans le genre.

<sup>32</sup> Parmi les plus récents, en langue française, Bouabid, 2019 et Daoud, 2019 sur Abdallah Ibrahim.

pour marquer le changement politique mais aussi pour scander les étapes de sa propre vie. Pour Benkirane, si l'indépendance c'est le déménagement à Rabat et le moment où il entre au gouvernement, la scission c'est la sortie du gouvernement, la rentrée à Casablanca et le retour aux affaires.

Pourtant, le dépouillement que j'ai pu effectuer des documents de cette époque me laissait voir autre chose. Non seulement la scission ne correspondait pas au moment où Benkirane était sorti du gouvernement et des institutions publiques, mais surtout, des responsabilités de plus en plus importantes lui avaient été confiées. En dehors même de la gestion de la sortie de la Zone franc, entre 1959 et 1960 Benkirane eut à représenter le Maroc au premier Sommet économique et social des Nations-Unies pour l'Afrique, à la conférence internationale sur le pétrole, aux premiers échanges pour le montage de la Banque nationale pour le développement économique (BNDE) ainsi qu'à un nombre considérable d'initiatives nationales et internationales. Quand il parle de la scission, Benkirane se réfère le plus souvent à son retour à Casablanca en 1960 après le renvoi du gouvernement présidé par Abdallah Ibrahim, bien que la scission se soit formellement déroulée neuf mois auparavant. Les traces de l'invitation que Benkirane avait reçue en 1962 du président américain Kennedy, et de la mission officielle à Alexandrie à laquelle il prit part en 1964 m'avaient définitivement convaincu des limites d'une lecture qui verrait dans le démarrage de ses affaires un changement paradigmique de son rapport au gouvernement et au pouvoir politique. Les archives suggèrent que la nature des rapports nationaux et internationaux qu'il continuait à entretenir n'avait rien à voir avec celle d'un simple homme d'affaires.

Les difficultés que j'ai rencontrées dans la délimitation des phases que Benkirane avait passées dans les institutions publiques et dans leur distinction d'avec les phases passées en dehors de celles-ci, m'ont poussée à réfléchir sur les limites d'une perspective qui n'appréhende les processus gouvernementaux qu'à partir des activités qui se déroulent au sein des institutions publiques. Depuis l'époque moderne, les archives ont eu la double fonction de documenter l'action gouvernementale et de témoigner de sa légitimité<sup>33</sup>. Cette double fonction alimente la tendance à considérer le gouvernement comme un lieu plutôt que comme un processus et conditionne le choix des sources à prendre en considération pour l'analyser et la façon de les questionner. En effet, considérer le gouvernement comme un lieu, et non comme un processus, conduit d'abord à sélectionner les acteurs censés être pertinents pour en parler sur la base de la place qu'ils ont occupée en son sein. Ensuite, ce choix conduit à penser que les documents produits au sein du gouvernement sont les sources les plus adéquates pour documenter les activités gouvernementales.

Les nombreuses discussions que nous avons eues m'ont permis d'analyser différemment les documents d'archive, notamment en prenant au sérieux la faible attention que Benkirane consacre dans son récit à la définition de la nature des lieux au profit des configurations d'acteurs, des enjeux de pouvoir et de leurs significations dans la définition du champ national. Ainsi, nos entretiens ont été à l'origine d'un exercice que nous avons réitéré et partagé, consistant à libérer l'archive de son contenu factuel : lire et relire les traces documentaires sans leur attribuer au préalable une étiquette décrivant leur domaine d'intérêt pour essayer d'en faire ressortir les contenus sociaux et politiques dont ils portent la trace. Au fur et à mesure que nous avancions dans notre réflexion partagée, libérer l'archive du gouvernement a ainsi acquis une deuxième signification : non seulement repérer les traces du gouvernement en dehors des archives institutionnelles, mais aussi reconnaître la valeur heuristique des traces issues de processus qui ne se produisent pas dans les lieux de gouvernement. Dans cette seconde acception, libérer l'archive du gouvernement signifie alors mettre l'accent sur des conflits autres par rapport à ceux qui ont pour objet les seules positions de gouvernement. Cela signifie aussi reconnaître la porosité des frontières entre ce qui se déroule au sein du gouvernement et ce qui se déroule en dehors de celui-ci. En dernière instance, cela signifie que les formes de gouvernement doivent être préalablement considérées comme indéfinies, et qu'il faut se donner le temps de les reconstruire dans leur redéploiement permanent.

<sup>33</sup> Walsaw, 2016 et Donato, 2019 sont parmi les ouvrages les plus récentes qui ont analysé le lien entre archives et pouvoir durant la période moderne. Sur l'usage des archives par les empires coloniaux, voir notamment Richards, 1993 et Stoler, 2010.

## AFFRANCHIR LA MEMOIRE DU POUVOIR

L'intersubjectivité que nous avons construite a permis de donner du sens au terrain biographique dans une troisième direction : questionner les modes d'exercice du pouvoir que Benkirane a expérimentés dans sa vie. C'est en ce sens que je parle d'affranchir la mémoire du pouvoir. Cette expression a acquis deux ordres de signification. La première explore les modes d'exercice du pouvoir qui restent le plus souvent aux marges du récit sur la mémoire des années de plomb, laquelle est axée sur l'exercice de la répression la plus brutale à l'encontre des acteurs qui en ont été les victimes et qui en sont devenus les seuls témoins légitimes. A travers l'expérience que Benkirane en a faite, la seconde appréhende le pouvoir en termes relationnels : non comme une ressource que l'on peut avoir ou ne pas avoir, mais comme la relation qui se crée par la familiarité avec un système de règles que les acteurs s'approprient et qu'ils contribuent à façonner par les différents usages qu'ils en font.

En effet, la littérature sur le pouvoir au Maroc se concentre principalement sur l'institution monarchique, et se consacre à l'analyse des rapports entre celle-ci et la société<sup>34</sup>. Ce faisant, elle contribue à consolider une conception qui pose le pouvoir comme quelque chose d'exogène et d'extérieur à la société : selon qu'elle y adhère, s'y soumet, le subit, s'y oppose, ou se fait récupérer par le pouvoir, la société est le plus souvent vue comme une entité différente par rapport à celui-ci. Les travaux de l'IER ont indirectement contribué à renforcer cette interprétation, construisant et rendant pour la première fois accessible au public des sources documentaires sur le fonctionnement du pouvoir entre 1955 et 1999 à partir des témoignages recueillis auprès des victimes de la répression. La définition de cette séquence historique comme les « années de plomb » est corroborée par le manque de couverture archivistique en dehors de celle produite par l'IER, quelles que soient les raisons de cette absence. À l'époque, l'absence d'infrastructures d'archivage administratif dans les administrations publiques, et les pratiques généralisées de censure et d'autocensure, ont sans doute entravé la conservation de nombreuses sources, ce qui rend aujourd'hui difficile l'accès à une information documentée sur cette époque. Le vide archivistique renforce l'idée que, pendant les années de plomb, l'autoritarisme était caractérisé par le rétrécissement de tout espace social, économique et culturel, comme si ces espaces avaient été vidés de toute vie à l'initiative d'un pouvoir autoritaire extérieur et supérieur au reste de la société.

La consistance de la documentation que Benkirane a conservée contraste avec le vide archivistique des institutions publiques. La partie la plus importante de la documentation conservée fait référence à ses activités entre 1955 et 1976. Pendant cette période, on l'a dit, Benkirane a été d'abord au gouvernement, ensuite dans les affaires, puis dans les institutions publiques, puis à nouveau dans les affaires, et ensuite encore dans des institutions publiques. La documentation couvrant ces deux décennies, qui renvoie à une variété d'activités, a été collectée avec régularité, organisée de manière rigoureuse et conservée soigneusement. Benkirane a dûment classé la documentation dans des dossiers liés à des questions spécifiques et assez clairement identifiables. La plupart des dossiers couvrent le rôle qu'il a joué dans le sujet en question de manière assez exhaustive, et la documentation permet de retracer une chronologie assez précise de ses activités. Les typologies de documents contenus dans ces dossiers sont assez constantes : les différents dossiers couvrent respectivement les activités politiques, les fonctions gouvernementales, les affaires et la presse contiennent tous des correspondances, des notes, des messages, des rapports, des projets, des cartes de visite. La plupart des photos conservées rappellent avec précision l'épisode ou la tâche à laquelle elles se réfèrent et permettent d'identifier d'autres acteurs qui ont connu la même expérience.

Cette documentation a été la base à partir de laquelle nous avons exploré de façon critique la mémoire du pouvoir. Affranchir la mémoire du pouvoir a signifié, à un premier niveau, s'émanciper du binôme opposition-coercition pour faire apparaître et interpréter des pratiques qui se déplient en dehors de celu-

<sup>34</sup> Outre le déjà cité Waterbury, 1970, parmi les ouvrages les plus classiques qui partagent cette perspective on peut mentionner notamment Leveau, 1985, Hammoudi, 1997, et Bourqia et Miller, 1999.

ci. Par analogie avec le travail de Béatrice Hibou sur l'économie politique de la répression en Tunisie sous le régime de Ben Ali<sup>35</sup>, il m'a paru intéressant d'appréhender, à partir des documents et des souvenirs qu'ils suscitent, le fonctionnement des dispositifs économiques et sociaux par lesquels l'exercice du pouvoir a fonctionné, au-delà de la répression la plus brutale qui s'était alors abattue sur les opposants. Cette mémoire renvoie à la vitalité du champ économique, social et politique de l'époque, mais aussi à la proximité entre mondes sociaux – celui de la cour et des acteurs politiques, mais aussi celui des patrons et des syndicats, des fonctionnaires et des opposants – que l'on imagine le plus souvent comme distants. Le fait que de mêmes documents d'archive se réfèrent simultanément à différentes activités et que de mêmes acteurs se retrouvent dans des domaines différents m'a amenée à réinterroger la façon dont les acteurs habitent l'espace social et font l'expérience de l'exercice du pouvoir en dehors de la catégorie de la « soumission » ou au contraire de l'« opposition ».

Tout en élargissant l'analyse de l'exercice du pouvoir à d'autres champs, les façons par lesquelles Benkirane m'a parlé du *pouvoir* à partir des processus documentés par ces traces m'a d'abord paru en ligne avec le récit commun sur le changement politique au Maroc. Comme je l'ai rappelé plus haut, ce dernier considère *le pouvoir* comme quelque chose d'exogène à la société. La façon qu'avait Benkirane de me parler de son activité au sein de *Maroc Informations* comme une activité qui « gênait le pouvoir », et de sa nomination à la tête de la CDG comme le moment où le pouvoir l'avait « récupéré » m'était apparue, en première lecture, comme une déclinaison de cette idée, cohérente avec celle du changement politique comme résultat d'une manœuvre ou d'une orchestration du pouvoir. Cependant, au fur et à mesure que nous discutions des activités qu'il avait eues dans les années 1960, il m'a semblé de plus en plus difficile de définir de façon univoque le positionnement de ses différentes activités et des mondes sociaux qu'elles structuraient par rapport au pouvoir.

J'ai notamment été travaillée pendant des années par un souvenir que Benkirane avait partagé un jour avec moi, sans pour autant lui attribuer une importance particulière. Il s'agit du souvenir d'un accident de voiture qu'il avait eu au printemps 1961, sans doute peu après le décès de Mohamed V qui avait amené Hassan II sur le trône. Benkirane m'avait raconté que lors de l'accident de voiture il était en train de se rendre chez Ahmed Guedira, conseiller du roi et futur ministre de l'Intérieur, dont il pressentait qu'il voulait lui proposer d'entrer dans le tour de table de *Maroc informations*. « Heureusement que j'ai eu cet accident ! » m'avait-il alors dit. A la suite de cet accident, Benkirane avait été obligé de suspendre ses activités pour quelque temps. Il avait partagé avec moi le souvenir des visites qu'il avait reçues à l'hôpital Avicenne de Rabat où il s'était réveillé dans le pavillon VIP, « entouré de fleurs ». Guedira lui avait rendu visite à cette occasion, et quelques temps après son rétablissement il lui avait refait la même proposition. Pour manifester son refus Benkirane avait répondu qu'un journal ne peut pas se diviser en parties à partager comme une banale marchandise. « Ou bien on est d'accord sur la ligne éditoriale, ou bien on ne l'est pas. La bagarre avait commencé... ».

Au fur et à mesure que nous reparlions de cet épisode et de *Maroc informations*, je me suis rendue compte qu'il était moins intéressant d'analyser le positionnement du journal ou de Benkirane lui-même par rapport au pouvoir, que de comprendre comment une arène permettant l'exercice des rapports de pouvoir se structurait autour du journal. Essayant de faire miennes les positions que Mohamed Tozy propose pour lire le pouvoir de la monarchie au cœur des rapports sociaux<sup>36</sup>, dans mon terrain j'ai pu constater comment la monarchie n'était pas nécessairement au centre de cette arène mais faisait partie des multiples acteurs qui se positionnaient les uns par rapport aux autres et redéployaient leurs relations réciproques. Affranchir la mémoire du pouvoir a ainsi acquis une deuxième signification : plutôt que d'essayer de définir qui, à un moment précis, détenait ou non le pouvoir, cette démarche m'a amenée à explorer les espaces et les pratiques concrètes par lesquelles les processus politiques continuaient à se dérouler à une époque où les

<sup>35</sup> Hibou, 2006.

<sup>36</sup> Tozy, 1999.

arènes politiques proprement dites étaient vidées de leurs fonctions ou totalement soumises au pouvoir de la monarchie.

En 1989, Mohamed Tozy qualifiait ces espaces de champs « du politique désamorcé », se référant à des « lieux de confrontation idéologique entre les partenaires du pouvoir (partis, syndicats, associations diverses) qui ne peuvent pas, de par la nature de leur activité, déboucher sur l'appropriation de celui-ci ou du moins être capables d'infléchir son orientation vers leur propre projet de société »<sup>37</sup>. Tout en reconnaissant que les activités qui se déroulaient dans les espaces autres par rapport aux arènes politiques ne pouvaient pas remettre en question qui *avait* le pouvoir, il m'est apparu que ce qui se passait dans ces espaces contribuaient à définir ce que le pouvoir *était*. Penser les rapports au pouvoir à travers le prisme du verbe être plutôt que du verbe avoir m'a amenée à explorer les modalités concrètes par lesquelles, à un moment précis, se façonnent les règles définissant qui *est* la société, qui *est* le gouvernement, qui *est* l'État. Appréhender les multiples facteurs qui alimentaient les confrontations que je pouvais lire dans ces espaces m'a conduit à les lire en termes idéologiques mais surtout à prêter attention à la formation d'un nouveau style d'action fondé sur des pratiques communes qui révèlent et contribuent à caractériser les manières par lesquelles le pouvoir est exercé.

Cette perspective m'a fourni un autre niveau d'analyse pour appréhender le changement dans les modes d'exercice du pouvoir à travers les logiques et les modes de production de sources et de discours sur ce dernier. La lecture de la documentation de Benkirane m'a convaincue que le vide archivistique sur les années de plomb ne correspond ni au rétrécissement des marges d'activité de l'époque, ni à l'absence de documentation se référant à cette période. Si c'était le cas, par ailleurs, on ne comprendrait pas comment l'État marocain a pu solliciter l'expertise de l'UNESCO en matière de politiques d'archives dès 1966, précisément quand le pays se trouvait en plein état d'exception. Le vide archivistique est plutôt à mettre en relation avec le statut sélectif, restreint et orienté assigné aux sources de cette période, qui sont rarement reconnues comme des sources d'archives. Déjà en 1936, Jacques Riche avait publié un répertoire assez consistant des sources archivistiques disponibles sur le Maroc qui restaient le plus souvent à l'écart de ce qu'on avait tendance à considérer comme archives<sup>38</sup>. Son étude suggérait que la thèse généralement acceptée sur la fragilité de la documentation d'archives sur le Maroc résultait principalement des politiques archivistiques plutôt que d'une manque de sources. Quelques années après l'indépendance, Germain Ayache pointait l'existence d'un patrimoine archivistique important sur le Maroc, et affirmait que la « légende du Maroc sans archives » reposait sur une orientation bien précise de l'historiographie : les historiens nationaux, qui avaient tendance à négliger les sources d'archives contemporaines en raison de leur proximité (réelle ou supposée) aux autorités coloniales, avaient choisi de ne s'intéresser qu'à la période précédant le protectorat, ou aux seuls acteurs politiques protagonistes de la libération nationale<sup>39</sup>.

La documentation ne suffit pas à donner vie à une archive : pour qu'une archive soit telle, il faut qu'elle soit reconnue comme telle. Chaque archive plonge ses racines dans sa propre « fable d'archive », dans laquelle mémoire et oubli, traces et effacements, loyauté et infidélité s'entremêlent pour légitimer son statut<sup>40</sup>. L'existence de l'archive que Benkirane a constituée à partir de sa documentation personnelle, et parallèlement, la légende du Maroc sans archives, méritent d'être interrogées à l'aune des circonstances politiques dans lesquelles les archives sont produites, organisées, conservées et promues comme telles. Sous cet angle, la documentation personnelle de Benkirane ne doit pas seulement être considérée comme une collection de documents sur des phénomènes d'intérêt général. Le simple fait qu'un seul acteur ait produit, organisé et conservé une telle quantité de documentation est le phénomène à interroger pour affranchir la mémoire du pouvoir : considérer que les documents ne sont pas seulement un instrument de constatation de la réalité mais véhiculent aussi, et peut-être avant tout, une tentative de la modifier, est une

<sup>37</sup> Tozy, 1989, 165.

<sup>38</sup> Riche, 1936.

<sup>39</sup> Ayache, 1961.

<sup>40</sup> Arrif, 2015.

façon de penser aussi le travail que nous avons partagé comme un espace à partir duquel appréhender les rapports de pouvoir et leur fonctionnement<sup>41</sup>.

## DU STATUT DU SUJET ET DES SOURCES, OU DE LA VALEUR HEURISTIQUE DE LA COMPLICITE

L'expérience réflexive que nous avons partagée a représenté pour chacun de nous deux un effort considérable. Pour Benkirane, il a fallu entamer une réflexion critique sur son vécu, accepter de remettre en question ses jugements et ses appréciations, laisser émerger des souvenirs autrefois oubliés et se confronter à des émotions, des doutes, parfois à la douleur que ceux-ci pouvaient susciter. Quant à moi, il m'a fallu comprendre comment faire émerger et interpréter les souvenirs qui restaient dans le cône d'ombre des périodisations consolidées, comment accompagner Benkirane dans sa réflexion sur son vécu, comment participer à ce processus et lui donner sens.

L'effort le plus dur pour moi a été de comprendre comment restituer dans l'écriture à la fois la démarche et les questionnements à la base de l'expérience que nous avons partagée. J'ai trouvé deux façons de le faire. L'une a été de construire une archive digitale à partir de sa documentation personnelle<sup>42</sup>. Dans la construction de l'archive, l'effort s'est concentré sur l'organisation des matériaux en dehors des répartitions chronologiques, de la distinction entre domaines d'activités, et surtout de l'opposition entre ce qui est pouvoir et ce qui ne l'est pas. J'ai plutôt choisi de répartir les documents sur la base du type de souveraineté qu'ils permettent d'explorer. L'autre est la monographie que je suis en train de finaliser<sup>43</sup>. Lorsque j'ai commencé à l'écrire, j'ai décidé de parler de Benkirane en le qualifiant par ses initiales, Abk. Au départ, ce choix était de l'ordre de l'automatisme. Loin d'être une façon d'anonymiser « mon » personnage, comme on pourrait le croire en première lecture, Abk est à la fois l'acronyme que j'utilise pour indiquer la référence à Benkirane dans les notes que je prends rapidement durant nos conversations, et les initiales brodées sur sa chemise et sur la poche de sa gandoura. Au fur et à mesure que ce travail avançait, plusieurs autres raisons se sont cependant ajoutées.

Écrire sur Abk plutôt que sur Benkirane est tout d'abord une façon de traduire le choix de ne pas écrire une biographie à proprement parler, mais d'écrire *à partir* d'un terrain biographique. Délaisser le nom propre vise à mettre l'accent sur les expériences que Benkirane a vécues, sur les émotions qu'il a éprouvées et les souvenirs qu'il en garde, plutôt que de tenter de définir qui il est. Privilégier les initiales est aussi une façon de suggérer que, certes, ce livre parle des expériences individuelles et des manières subjectives par lesquelles Benkirane les a vécues, mais de souligner aussi et simultanément qu'une partie de ses expériences, de ses façons de voir le monde et de le concevoir est partagée par les acteurs du même milieu et de la même génération<sup>44</sup>. En plus, les expériences de Benkirane ne sont pas autonomes de la configuration dans laquelle elles ont vu le jour, et ne peuvent se comprendre que par rapport à une telle configuration, comme Norbert Elias le suggère dans sa biographie de Mozart<sup>45</sup>. Écrire sur Abk, dans mes intentions, est aussi une façon d'insister sur la différence entre le Benkirane qui aujourd'hui se rappelle et le Benkirane des expériences passées dont il se rappelle. C'est une façon de laisser sa part à la réflexion, aux appréciations, aux reproches et aux regrets, mais aussi aux doutes, aux oubliés, aux mises en cohérence a posteriori auxquels tout un chacun procède dès lors qu'il se rappelle de son vécu et essaye de lui donner un sens.

Écrire sur Abk plutôt que sur Benkirane m'a aussi amenée à m'éloigner de l'idée que définir la qualité et le statut des données que l'on construit signifie identifier la *bonne* source. Au contraire, dans cette perspective, la qualité des données ne relève pas de leur capacité à soutenir ou démentir une thèse, mais plutôt de leur pertinence pour construire théoriquement cette thèse. Ce qui donne le sens aux données, pour

<sup>41</sup> Le travail sur les étrangers de Cerutti (2012) m'a été d'une grande inspiration pour aborder les sources dans cette perspective.

<sup>42</sup> L'archive est en cours de publication à l'adresse : <https://fondsaahmedbenkirane.archiui.it/>

<sup>43</sup> Bono, 2020 (à paraître).

<sup>44</sup> Loriga, 2010.

<sup>45</sup> Elias, 1991.

fragmentaires, désordonnées et contradictoires qu'elles puissent être, c'est l'interaction à travers laquelle celles-ci se construisent. Qu'il s'agisse d'une source orale (comme un acteur social) ou d'une source documentaire (comme un objet d'archive), problématiser l'idée même de source signifie alors déplacer l'attention du statut ou du contenu de la source au processus d'interaction qui permet de l'aborder et de l'interroger.

Au fur et à mesure, Abk est devenu le sujet qui s'est construit dans l'interaction entre Benkirane et moi dans la discussion de sa trajectoire et de mes manières de la questionner et de l'interpréter. Écrire sur Abk est alors une façon de traduire l'expérience réflexive que nous avons partagée. En d'autres termes, cela remet en question le partage des rôles entre le chercheur et ses sujets d'étude dans le processus de production de la connaissance et de l'analyse. Le fait que ce ne soit pas moi mais Ahmed Benkirane qui ait trouvé la meilleure façon, à mon sens, de traduire ce qu'écrire sur Abk a signifié dans ce travail, au-delà de l'abstraction intellectuelle, illustre bien ce choix épistémologique qui presuppose de reconnaître la valeur heuristique de la complicité : « Comme dans une société anonyme, les associés cessent d'agir en leur nom propre pour se fusionner dans la nouvelle entité à laquelle ils acceptent de souscrire ».



### L'AUTEURE

Irene Bono est professeure assistante à l'Université de Turin, et présidente du Fonds d'Analyse des Sociétés Politiques (FASOPO). Ces dernières années, ses recherches se sont concentrées sur la relation entre les sources à partir desquelles l'État est étudié et les catégories à travers lesquelles le phénomène est

analysé. Elle s'est notamment intéressée aux sources et aux catégories de la participation politique, du conflit, du gouvernement et du pouvoir à partir desquelles l'État et son processus de formation sont appréhendés.

## REFERENCES

- ARRIF, Abdelmajid (2015) *Fables d'archive. Effacement, oubli, infidélité* (Casablanca : La Croisée des chemins).
- ASHFORD, Douglas E. (1961) *Political Change in Morocco* (Princeton : Princeton University Press).
- AYACHE, Germain (1961) « La question des archives historiques marocaines », *Hespérès-Tamuda*, vol. II, n. 2-3, pp. 311-326.
- BAYART, Jean-François (2014) *Le plan cul. Ethnologie d'une pratique sexuelle* (Paris : Karthala).
- BEN SALAH, Ahmed (2008) *Pour rétablir la vérité. Réformes et développement en Tunisie 1961-1969* (Tunis : Éditions du Cerès).
- BERLIVET, Luc, COLLOVARD, Annie, SAWICKI, Frédéric, dir. (1994) *La biographie. Usages scientifiques et sociaux*, Politix, vol. 7, n° 27, pp. 1-188.
- BONO, Irene (2020) *Se rappeler la nation. Expériences discrètes du politique au Maroc* (Paris : Karthala, à paraître).
- BONO, Irene, HIBOU, Béatrice, MEDDEB, Hamza, TOZY, Mohamed (2015) *L'État d'injustice au Maghreb. Maroc et Tunisie* (Paris : Karthala).
- BONO, Irene, WAZIF, Mohamed (2010) *Économie politique du néolibéralisme, résurgence islamique et évolution des dynamiques du capitalisme contemporain au Maroc*, (Paris : FASOPO).
- BOUABID, Abderrahim (2018) *Témoignages et réflexions* (Casablanca : Centre Culturel Arabe).
- BOURQIA, Rahma, MILLER, Susan Gilson, dir. (1999) *In the Shadow of the Sultan. Culture, Power and Politics in Morocco* (Cambridge : Harvard University Press).
- BUĞRA, Ayşe, SAVAŞCAN, Osman (2014) *New Capitalism in Turkey: The Relationship Between Politics, Religion and Business* (Cheltenham : Edward Elgar Publishing).
- BURKE III, Edmund (2014) *The Ethnographic State: France and the Invention of Moroccan Islam* (Berkley : University of California Press).
- CERUTTI, Simona (2012) *Étrangers. Étude d'une condition d'incertitude dans une société d'Ancien Régime* (Paris : Bayard).
- COLONNA, Fanny (2010) *Le Meunier, les moines et le bandit. Des vies quotidiennes dans l'Aurès (Algérie) du XXe siècle* (Arles : Actes Sud, Sindbad).
- COLONNA, Fanny, LE PAPE, Loïc, dir. (2010) *Traces, désir de savoir et volonté d'être. L'après-colonie au Maghreb* (Arles : Actes Sud, Sindbad).
- DAOUD, Zakya (2018) *Abdallah Ibrahim. Histoire des rendez-vous manqués* (Casablanca : La Croisée des chemins).
- DONATO, Maria Pia (2019) *L'archivio del mondo. Quando Napoleone confiscò la storia* (Roma/Bari : Laterza).
- DUARA, Prasenjit (1996) *Rescuing History from the Nation: Questioning Narratives of Modern China* (Chicago: University of Chicago Press).
- EDINGER, Lewis J. (1964) « Political science and political biography: reflections on the study of leadership (I) », *The Journal of Politics*, vol. 26, n° 2, pp. 423-439.
- ELIAS, Norbert (1991) *Mozart: sociologie d'un génie* (Paris : Seuil).
- GINZBURG, Carlo (1976) *Il formaggio e i vermi. Il cosmo di un mugnaio del '500* (Torino : Einaudi) [*Les fromages et les vers : l'univers d'un meunier du XVIème siècle* (Paris : Aubier), 1980].
- GUYER, Jane (2004) *Marginal gains: monetary transactions in Atlantic Africa* (Berkley : University of Chicago Press).
- HAMMOUDI, Abdellah (1997) *Master and Disciple: the Cultural Foundations of Moroccan Authoritarianism* (Chicago: The University of Chicago Press).
- HIBOU, Béatrice (1996) « Les enjeux de l'ouverture au Maroc. Dissidence économique et contrôle politique », *Les Études du CERI*, 15, avril.
- HIBOU, Béatrice (2006) *La force de l'obéissance. Économie politique de la répression en Tunisie* (Paris : La Découverte).
- HIBOU, Béatrice, TOZY, Mohamed (2000) « Une lecture d'anthropologie politique de la corruption au Maroc: fondement historique d'une prise de liberté avec le droit », *Revue Tiers Monde*, pp. 23-47.
- HIBOU, Béatrice, TOZY, Mohamed (2002) « De la friture sur la ligne des réformes », *Critique internationale*, n° 1, pp. 91-118.

- HIBOU, Béatrice, TOZY, Mohamed (2009) « La lutte contre la corruption au Maroc: vers une pluralisation des modes de gouvernement? », *Droit et société*, n° 2, pp. 339-357.
- JULIEN, Charles-André (1978) *Le Maroc face aux impérialismes. 1415-1956* (Paris : Éditions Jeune Afrique).
- LAROUI, Abdallah (1977) *Les origines sociales et culturelles du nationalisme marocain (1880-1912)* (Casablanca : Centre culturel arabe).
- LEVEAU, Rémy (1976) *Le fellah marocain, défenseur du trône* (Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques).
- LEVI, Giovanni (1985) *L'eredità immateriale: carriera di un esorcista nel Piemonte del Seicento* (Torino : Einaudi) [Le pouvoir au village. Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVIIème siècle (Paris : Gallimard) 1989].
- LINN, Rachel (2011) « Change within continuity : the Equity and Reconciliation Commission and political reform in Morocco », *The Journal of North African Studies*, vol. 16 n° 1, pp 1-17.
- LORIGA, Sabina (2010) *Le Petit x. De la biographie à l'histoire* (Paris: Seuil).
- MARZOUKI, Ahmed (2000) *Tazmamart. Cellule 10* (Casablanca : Tarik éditions).
- MOALLA, Mansour (2011) *De l'indépendance à la Révolution. Système politique et développement économique en Tunisie* (Tunis : Sud Éditions).
- MOURIDE, Abdelaziz (2000) *On affame bien les rats* (Casablanca : Tarik éditions).
- NEVEU, Erik (2019) « Life Stories of Former French Activists of "68". Using Biographies to Investigate the Outcomes of Social Movements », NEVEU Erik et Olivier FILLIEULE *Activists Forever ? Long-Term Impacts of Political Activism*, (Cambridge : Cambridge University Press), pp. 84-107.
- OSBORNE, Thomas (1999) « The ordinariness of the archive », *History of the Human Sciences*, vol. 12 n° 2, pp. 51-64.
- PEROTIN, Yves (1969) *Maroc : préservation et classification des archives* (Paris : UNESCO).
- RICHARDS, Thomas (1993) *The Imperial Archive: Knowledge and the Fantasy of Empire* (New York : Verso).
- RICHE, Jacques (1936) « Les Archives au Maroc », *Archives et bibliothèques*, vol. II, pp. 254-265.
- SOMMIER, Isabelle ; BRUGIE, Jean (2005) *Officier et communiste dans les guerres coloniales* (Paris : Flammarion).
- STOLER, Ann Laura, (2010) *Along the Archival Grain: Epistemic Anxieties and Colonial Common Sense* (Princeton : Princeton University Press) [*Au cœur de l'archive coloniale: questions de méthode* (Paris : Editions EHESS) 2019].
- TORRE, Angelo (2011) *Luoghi : la produzione di località in età moderna e contemporanea* (Roma : Donzelli editore).
- TOZY, Mohamed (1989) « Représentation/intercession. Les enjeux de pouvoir dans les "champs politiques désamorcés" au Maroc », *Annuaire de l'Afrique du Nord*, tome XXVIII, pp. 153-168.
- TOZY, Mohamed (1999) *Monarchie et islam politique au Maroc* (Paris : Presses de Sciences Po).
- VAIREL, Frédéric (2004) « Le Maroc des années de plomb :équité et réconciliation ? », *Politique africaine*, n° 96, pp-181-195.
- WALSAW, Alexandra (2016) « The social history of the archive : record-keeping in early Modern Europe », *Past & Present*, vol. 230, n° 11, pp. 9-48.
- WATERBURY, John (1970) *The Commander of the Faithful. The Moroccan Political Elite: a Study in Segmented Politics* (London : Weidenfeld & Nicolson) [*Le commandeur des croyants. La monarchie marocaine et son élite* (Paris : Presses Universitaires de France) 1975].
- ZAOUI, Pierre (2013) *La Discréption. Ou l'art de disparaître* (Paris : Autrement).
- ZISENWINE, Daniel (2010) *The Emergence of Nationalist Politics in Morocco. The Rise of the Independence Party and the Struggle Against Colonialism After World War II* (London : Tauris).